

La paix au Proche-Orient passe par l'application du droit !

La guerre au Liban et la situation en Palestine, les victimes et les terribles destructions qu'elles ont provoquées, la poursuite des assassinats en Palestine, l'état de catastrophe humanitaire et écologique que cette situation a entraîné, soulèvent l'indignation.

Nos organisations agissent ensemble pour la paix, la justice et la démocratie. À l'encontre des logiques de guerre et des appels au « choc des civilisations », elles considèrent que c'est par la négociation et le respect des droits de l'Homme, que pourront se dégager les voies et les moyens de la paix. Elles sont convaincues qu'une solution viable et durable aux tragédies que vit le Proche-Orient passe par la garantie des droits des peuples libanais, palestinien et israélien à vivre en paix, dans des États aux frontières sûres et reconnues, donc à déterminer librement leur destin dans le respect des principes de la Charte des Nations unies.

Elles entendent donc rappeler les principes sur lesquels elles fondent leur solidarité avec les habitants de cette partie du monde.

- °Pour l'arrêt total des hostilités et un cessez-le-feu définitif, impliquant des garanties pour la sécurité de toutes les populations civiles.
- °Pour une médiation internationale immédiate permettant l'échange de tous les prisonniers.
- °Pour le déclenchement de poursuites pénales devant un tribunal international, afin de juger les auteurs de crimes de guerre et l'utilisation d'armes prohibées.
- °Pour le respect de la souveraineté du Liban, de ses frontières avec Israël, de son espace aérien ; pour la restitution des fermes de Chebaa et des collines de Kfarchouba ; pour le versement d'indemnités, par l'État d'Israël, correspondant à la réparation des dégâts commis par la guerre déclenchée le 12 juillet.
- °Pour la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien, ce qui passe par l'instauration d'un État souverain, à côté de l'État d'Israël, sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale ; pour l'évacuation totale des colonies de Cisjordanie et la destruction du mur qui annexe une importante partie de ce territoire ainsi que Jérusalem-Est ; pour le retrait des troupes israéliennes de la bande de Gaza ; pour le rétablissement des aides européennes à l'Autorité palestinienne ;
- °Pour des sanctions contre le gouvernement israélien tant qu'il bafouera le droit international et humanitaire, ce qui passe en premier lieu par l'application du vote du Parlement européen, en 2002, décidant la suspension des accords d'association entre Israël et l'Union européenne.
- °Pour une conférence internationale, sous l'égide de l'Assemblée générale des Nations unies, destinée à faire appliquer toutes les résolutions des Nations unies concernant les territoires occupés en 1967 de Palestine, du Liban ou de Syrie, à faire respecter les droits des peuples concernés et ceux des réfugiés, dans le but d'instaurer une paix juste et durable dans la région, dans une sécurité partagée.

Dans le cadre de la « Semaine Européenne Contre la Guerre » et de la « Journée Internationale pour la Paix »

RASSEMBLEMENT
JEUDI 21 SEPTEMBRE
A 18h PLACE DU 8 SEPTEMBRE (Besançon)

A l'appel des organisations suivantes, membres du « Collectif National pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens »:

*Les Alternatifs, Alternative citoyenne, Association de défense des droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM), AFPS, ATTAC, Association des travailleurs maghrébins en France (ATMF), Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien (CCIPPP), Centre de recherches et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), Collectif Paix-Palestine-Israël de Saint-Denis (CPPI), Collectif Faty Koumba (CFK), Comité de vigilance pour une paix réelle au Proche-Orient (CVPR), Coordination des groupes femmes "Egalité", Courneuve-Palestine, FSU, Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), Femmes en noir, LCR, Mouvement pour une alternative républicaine et sociale (MARS), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), **Mouvement de la paix**, PCF, PCOF, Une autre voix juive (UAVJ), Union générale des étudiants de Palestine (GUPS-France), Union juive française pour la paix (UJFP), Union syndicale Solidaires, les Verts.*

Avec le soutien de : Al-Ghadir, Alliance for freedom and dignity (AFD), Collectif des membres de la Société Civile Libanaise en France, Fédération des associations des travailleurs et des jeunes (DIDF), Parti communiste libanais (PCL), Présence et spiritualité musulmanes (PSM).